

car les pays européens n'importent que soit des produits alimentaires, soit des matières premières ou de l'équipement — et après s'être assurés qu'ils ne peuvent pas les produire sur place. Depuis vingt ans, les pays européens s'exercent dans l'autarcie, limitant leurs achats à l'étranger au minimum; ce ne sera pas la dévaluation qui pourra faire dans ce sens davantage que les pures et simples interdictions d'importer qui existent partout.

Dans une économie capitaliste libérale, le résultat « positif » de la dévaluation eut été d'éliminer les entreprises qui sont déficitaires du point de vue commerce extérieur (c'est-à-dire qui dépensent plus de devises pour l'achat de leurs matières premières, équipement, etc., qu'elles n'en gagnent par la vente de leur produit), entraînant par là un chômage pour les ouvriers de ces entreprises et ainsi une pression sur l'ensemble des salaires, aboutissant à court terme à la fameuse « réduction du prix de revient » des entreprises qui restent et à long terme à des migrations de population, restaurant ainsi un « équilibre » authentiquement capitaliste. Mais, sous cette forme, cette solution est actuellement impossible, économiquement, socialement et politiquement.

Donc, de ce point de vue, le seul résultat de la dévaluation peut être l'augmentation de certains ou de tous les prix de revient — ce qui réduit d'autant les « avantages » obtenus pour les exporta-

Il ne reste encore une fois au capitalisme européen qu'un moyen pour ralentir son agonie : « réduire les prix de revient », c'est-à-dire augmenter l'exploitation de la classe ouvrière en baissant les salaires réels (par la hausse du coût de la vie accompagnée du blocage des salaires) et en essayant d'augmenter la productivité, c'est-à-dire en allongeant la durée du travail et en accélérant le rythme de la production. C'est d'ailleurs là un but que le capitalisme proclame ouvertement ; depuis six mois, aucun personnage officiel, américain ou européen, ne fait de discours sur l'économie européenne sans parler de la « réduction des prix de revient ». Le Daily Telegraph du 20 septembre a trouvé l'expression véritable pour cette idée : « il faudra travailler davantage et se serrer la ceinture », disait-il ingénument.

Quelles sont les perspectives de l'économie capitaliste dans le proche avenir ? Comme l'avouait le New-York Herald Tribune du 27 septembre, la pression déflationniste ne pourra qu'augmenter ; spécialement pour la production américaine, les difficultés de la vente à l'étranger s'accroîtront, la concurrence sur le marché intérieur sera renforcée. Dans la mesure où la stabilité de l'économie américaine est la base de l'activité économique dans le monde occidental, ces résultats se répercuteront plus fortement encore sur le capitalisme européen.

D'autre part, la lutte entre les pays européens pour accaparer les quelques marchés qui s'intéressent à leurs produits va devenir féroce. Petsche qualifiait déjà le 21 septembre le taux de dévaluation de la livre de « taux de combat ». Les efforts des Français et, dans une moindre mesure, des Anglais visant à obliger les Allemands à dévaluer dans une proportion moindre qu'eux, pour maintenir ainsi les produits allemands à des prix non compétitifs sur les marchés étrangers, sont la première manifestation du tournoi qui commence et qui a déjà montré l'inanité des palabres sur la « coopération économique européenne ».

En revanche, les investissements américains seront grandement facilités, non seulement par les mesures administratives prises en leur faveur, mais par le fait même de la dévaluation qui permet aux capitalistes américains d'investir à meilleur compte, puisque avec la même somme de dollars, ils peuvent acheter plus de biens et de services dans les pays qui ont dévalué. En ce sens, la dévaluation constitue le début de la liquidation du patrimoine traditionnel du capitalisme européen.

Le flux de capitaux américains vers l'Europe et ses colonies peut

ralentir le recul de l'activité économique du monde capitaliste ; il peut procurer aux pays européens des devises qui compensent leur déficit aggravé et décongestionner pour une période le marché américain. Mais, dans la même mesure, la surproduction latente déjà en Europe, ne pourra que s'aggraver, annulant ainsi ces avantages passagers.

Enfin, les dévaluations des monnaies européennes tendront à renforcer quelque peu les échanges intra-européens, dans la mesure où certains produits d'Europe ou des colonies européens deviendront plus avantageux que les produits américains correspondants.

D'un point de vue plus général, la signification des événements économiques de ces derniers mois est nette : il s'agit d'une nouvelle étape de la lutte entre la concentration étatique « nationale » et la concentration internationale. Les pays capitalistes européens ont essayé de surmonter leur faillite en se barricadant derrière un système d'économie autarcique. L'utopie de cet effort apparaît maintenant en clair. Sous la pression conjuguée des événements objectifs et de la politique du capital américain cette « autarcie » illusoire — qui s'accompagnait d'un accroissement énorme du rôle économique de l'Etat — est en train de sauter. Ces « unités économiques autonomes », qu'avaient essayé de former les Etats européens, se sont avérées encore une fois non viables. Le capitalisme européen est obligé de faire un pas de plus — et un pas décisif — dans la voie de sa subordination à Wall Street. En même temps que la pénétration du capital américain dans les économies européennes devient plus profonde, et que la concentration internationale s'accélère, l'étatisme en Europe tend à reculer. C'est là tout d'abord une mise en garde contre toute interprétation schématique du processus qui mène vers le capitalisme d'Etat dans le monde occidental. Les investissements américains sont et seront encore des investissements privés et le rôle du « Point A » de Truman n'est que de paver la voie au capital privé. La proposition de loi, par exemple, qui concrétise le point A de Truman — et qui est actuellement à l'étude devant le Congrès américain — ne prévoit des crédits que « pour l'aide technique » et pour la garantie des investissements américains dans les pays arriérés ; mais ces investissements eux-mêmes seront l'œuvre du capital privé.

Mais il ne faut pas oublier que ces capitaux sont ceux de quelques monopoles eux-mêmes liés de plus d'une manière à l'Etat américain ; il ne faut pas croire non plus que ces investissements seront faits à la manière « anarchique » du capitalisme traditionnel : il s'agira d'une mise en coupe réglée et méthodique des ressources des pays « non-développés » par quelques grandes compagnies, agissant d'une manière concertée et organisée et en liaison avec l'Etat. Plus profondément, il ne faut pas oublier que cette concentration internationale ne fait que poser les bases matérielles qui, lorsque les événements l'exigeront, rendront possibles la gestion totale de l'Etat américain sur les ressources et les activités du monde occidental.

## LES LUTTES REVENDICATIVES

Du point de vue de la classe ouvrière, l'évolution économique se solde par une nouvelle offensive du capital contre le niveau de vie déjà misérable des travailleurs et par l'accroissement lent mais continu du chômage — et ceci, quel que soit le sort de l'« indépendance nationale » chère aux staliniens. Que l'économie européenne se laisse envahir par le capital américain, ou qu'elle traverse une longue agonie causée par l'asphyxie autarcique, la classe ouvrière devra supporter les frais essentiels de la situation. Aussi, ses réactions ne se font plus attendre. Particulièrement en Angleterre et en France, le problème de la revalorisation des salaires commence à être posé avec acuité, surtout après la dévaluation. Après l'apathie et la dispersion des deux

dernières années les mouvements perdent leur caractère sporadique et commencent à se poser dans les termes d'une revalorisation générale et d'une unification des luttes sur un programme minimum.

Cette réaction collective des ouvriers qui se dessine de plus en plus fermement n'est pas le moindre des soucis de la bourgeoisie européenne. La chute du gouvernement Queuille en France et les difficultés considérables que rencontre la constitution d'un gouvernement de remplacement démontrent clairement que les partis « socialiste » et M.R.P. dont une certaine liaison avec les masses est la base de l'existence sont obligés de compter sérieusement avec ce facteur. Pour la première fois depuis sa constitution « Force ouvrière » a été obligée de prendre une position qui ne soit pas à 100 % une position de mouchar.

Il va sans dire que la bureaucratie stalinienne se met en quatre pour exploiter le mouvement ; il est même impossible de distinguer nettement jusqu'à quel point elle exploite des manifestations existantes et jusqu'à quel point elle en suscite d'autres qui n'existaient que potentiellement. Il est tout aussi évident que pour le stalinisme le mouvement acquiert une valeur particulière pour autant qu'il peut être politisé dans le sens stalinien, c'est-à-dire annexé à la lutte de la bureaucratie contre l'impérialisme américain.

Il s'agit aujourd'hui de faire clairement comprendre à la classe ouvrière ce qu'elle sent indistinctement : il serait aussi démoralisant et catastrophique de laisser triompher le capital dans son nouvel effort d'augmenter l'exploitation, ou de permettre aux jaunes « réformistes » d'enliser la question dans les parloches ministérielles que de permettre à la bureaucratie stalinienne de « politiser » le mouvement dans son sens, en le transformant en sabotage de l'économie sans résultat pour les travailleurs et en agitation pour la « paix » russe, c'est-à-dire pour la domination mondiale de Moscou. En ce sens, non seulement la lutte doit se placer, en ce qui concerne les mots-d'ordre, au seul point de vue des intérêts ouvriers, mais aussi le contrôle de la bureaucratie stalinienne et de toute bureaucratie sur le mouvement doit être résolument combattu. La formation de Comités de lutte, autonomes par rapport à toute bureaucratie politique ou syndicale, sera la première et décisive condition de l'indépendance du mouvement.

Nous ne pouvons pas clore cette vue sur les événements sans quelques mots sur les luttes ouvrières dans la zone russe et aux Etats-Unis.

En Tchécoslovaquie le 11 septembre, Gottwald au cours de la réunion du Comité central du Syndicat des mineurs a dénoncé la gravité du problème de l'absentéisme systématique des ouvriers mineurs. D'autre part, Zapotocky, premier ministre tchécoslovaque, dans un discours qu'il a prononcé à Prague à la session du Conseil des Syndicats a critiqué sévèrement l'absentéisme, qui, a-t-il dit, a été en 1949 de 37,3 % supérieur à 1947, particulièrement dans l'industrie minière et métallurgique.

De Budapest, on apprend que les responsables du syndicat des travailleurs du bâtiment ont été accusés de sabotage pour « n'avoir pas su s'adapter au nouveau régime et avoir poursuivi la même politique d'augmentation des salaires qui est à la base de l'inadmissible élévation du prix de revient ».

Ces informations, que nous citons au hasard parmi tant d'autres publiées régulièrement dans la presse, montrent que le prolétariat des pays stalinisés non seulement a compris le sens du « socialisme » oriental, mais réagit déjà par le principal moyen qui reste à sa disposition, c'est-à-dire le désintéressement face à la production et à la fuite devant le travail.

Aux Etats-Unis un million de métallos et de mineurs sont en grève. La lutte a pour objet essentiel la question des retraites des ouvriers pour cause de vieillesse, les patrons refusant de payer pour la constitution ou l'élargissement d'un fonds de retraite des salariés et demandant la participation des ouvriers aux frais nécessaires pour ce but. La « Commission de conciliation » gouvernementale avait établi une

proposition transactionnelle, admettant le principe de la contribution exclusive des entreprises pour la constitution du fonds de retraites, mais en abaissant le taux de cette contribution. Le refus des patrons d'accepter ces propositions de leur propre Commission a déclenché la grève. Il faut souligner que le principe de la contribution patronale exclusive est supérieur au système de contribution mixte qui prévaut en Europe, mais d'autre part le fait que chaque Caisse des retraites appartient à une entreprise déterminée et que l'ouvrier ne profite de ses avantages que s'il a travaillé pendant des dizaines d'années à la même entreprise lie l'ouvrier à l'usine et renforce sa dépendance vis-à-vis du capital et du syndicat. Le contrat qui a été signé récemment entre la Société Ford et le Syndicat U.A.W. de ses ouvriers est très instructif sous le rapport. La Société versera 8 3/4 cents par heure de salaire pour la constitution d'un fonds de retraite, qui accordera 100 dollars par mois aux ouvriers qui cessent de travailler pour cause de vieillesse. Les ouvriers peuvent se retirer à l'âge de 65 ans ; ils sont obligés de le faire à 68 ans ; ils peuvent se retirer à 60 ans, avec moins d'avantages, s'ils ont 30 ans de service ! D'autre part, le contrat est valable pour 2 ans et demi ! On comprend qu'il était « fort content ».

Il est inutile d'insister sur la poussée qu'une telle réglementation donne à l'essor de la bureaucratie syndicale américaine.